



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE



**L'ÉTINCELLE**  
pour la construction  
d'un parti des travailleurs  
communiste révolutionnaire

# Le 6 juin et après : notre colère est profonde et ne va pas retomber de sitôt !

06 Juin 2023, Gustave Roussy

*Samedi 3 juin, les visiteurs de Disneyland Paris ont eu la surprise de voir défiler, en guise de parade, un millier de salariés en colère. Depuis plusieurs semaines, à l'initiative d'un mouvement anti-inflation, des mobilisations sont organisées pour revendiquer une augmentation de salaire de 200 euros net pour tous, pour faire face à la hausse des prix, et des améliorations de conditions de travail. Les grévistes ont voté la poursuite de leur mouvement cette semaine. Dans l'entreprise Verbaudet, après deux mois et demi d'un conflit très dur, les grévistes ont arraché une hausse des salaires de 90 euros net mensuels. Dans bien des entreprises, patrons et gouvernement n'en ont pas fini avec la colère des travailleurs. Et le 6 juin, nous étions encore nombreuses et nombreux dans la rue, pour affirmer tous ensemble que la retraite à 64 ans, c'est toujours non !*

## La vraie démocratie, c'est celle de nos mobilisations

Le gouvernement se moque du refus unanime de sa réforme des retraites, exclusivement préoccupé de la notation de la France par les agences de notation financière, qui dépend de sa capacité à mater nos luttes sociales ! Sa belle démocratie consiste à ne pas tenir compte de notre avis et à ne nous laisser aucun moyen institutionnel de contester ses décisions. Après le faux suspense de la décision du Conseil constitutionnel le mois dernier, il paraît que l'issue aurait pu être trouvée cette semaine, avec la proposition de loi du groupe Liot. Las ! Dans la Constitution, tout est prévu pour que ces tentatives soient des impasses : après le 49.3, voilà que le gouvernement a déniché un article 40 de la Constitution, qui bloquerait tout retour sur l'âge de départ en retraite, sous des prétextes d'équilibre des dépenses publiques...

Quant au référendum d'initiative partagée, avec lequel on nous a amusés un moment, selon les spécialistes du droit constitutionnel, il est prévu pour ne jamais être utilisé. Depuis qu'il a été institué en 2008, aucune tentative n'a jamais abouti. Seules les luttes sociales nous permettent de nous faire entendre. C'est bien ce dont a peur le gouvernement. Mais il semble bien qu'il ne soit pas le seul à vouloir tourner la page ! L'intersyndicale n'a appelé à aucune journée de mobilisation depuis les manifestations du Premier mai, aucune coordination des luttes éparses sur les salaires. Le calendrier des mobilisations est calqué sur les débats parlementaires... dont nous avons vu qu'il n'y a rien à en attendre.

## Contre Macron, président des riches, la lutte continue

Pour tenter de faire diversion, le gouvernement fait feu de tout bois et fait chorus avec les discours de l'extrême droite : loi Immigration de Darmanin, opération Wuambushu et ses destructions de bidonvilles à Mayotte, sortie d'Attal sur la fraude sociale pour désigner les plus pauvres comme boucs-émissaires, reprise par Le Maire avec une bonne pincée de xénophobie, attaques contre les allocataires du RSA... Dans l'infamie, rien ne les arrête, surtout quand il s'agit de s'attaquer aux plus pauvres. Mais ils ne peuvent faire oublier la détestation dont ils font l'objet, Macron comme l'ensemble de son gouvernement. Détestation à cause de ce refus de nous entendre, dans un contexte de dégradation de nos conditions de vie et de travail.

Dans notre vie quotidienne, tout nous rappelle la violence de leur politique, au service des plus riches. Notre pouvoir d'achat diminue face à des prix qui augmentent sans cesse pour faire gonfler les profits des géants de la grande distribution, de l'énergie, ou d'autres secteurs capitalistes. Ces profits sont bien mis à l'abri grâce à la fraude fiscale, coûtant au bas mot 80 à 100 milliards d'euros par an à l'État, que le gouvernement se garde bien de sanctionner.

**Nous étions nombreux en grève et dans la rue mardi 6 juin, pour défendre nos retraites, nos salaires et nos conditions de vie et de travail, le combat continue !**

***Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler et contacte-nous si tu as des idées !***



### **"Mobilisation cancer" : la belle affaire**

TF1 et GR s'associent pour l'opération Mobilisation Cancer, dont le but est de récolter des fonds pour "donner plus de moyens à nos chercheurs", tout en permettant à TF1 et à son riche propriétaire, Bouygues, de se donner une belle image. Un système qui repose sur la charité et les dons pour faire avancer la lutte contre une maladie mortelle n'est pas un système souhaitable!

### **Des soins pour tous!**

Dans un article du Monde, le DG de GR, spécialiste du cancer du poumon, se plaint de la lenteur de mise sur le marché d'un nouveau traitement innovant contre cette maladie : "comment expliquer à un malade qu'il n'aura pas accès à un traitement disponible chez nos voisins?" dit-il. Ce qui est curieux c'est qu'on entend rarement le DG regretter que les immigrés, les sans-papiers et les plus pauvres aient de plus en plus difficile à faire de soigner. Deux poids, deux mesures?

### **AME menacée**

Le Sénat avait adopté, mi-mars, un amendement visant à supprimer l'aide médicale d'État (AME – prise en charge des soins pour les personnes en situation irrégulière) pour la remplacer par une aide médicale d'urgence, encore plus restrictive. Déjà, depuis 2019, il faut pouvoir justifier de 3 mois de résidence pour bénéficier du dispositif. A cause de cela, mais également des fréquents non-recours à ce droit, des migrants affectés par leur conditions de voyage inhumaines, ne peuvent accéder aux soins nécessaires. Ce qui aboutit souvent à un passage aux urgences dans des états dramatiques.

### **Vertbaudet : la lutte paye**

Après deux mois et demi de grève, les travailleuses et travailleurs de Vertbaudet ont arraché à leur patron des augmentations allant de 90 à 140 euros par mois, l'embauche de 30 intérimaires en CDI et l'abandon de toute sanction contre les grévistes. La participation à la grève ne pourra pas non plus servir de prétexte à diminuer les primes ni le treizième mois des grévistes.

mail:	<a href="mailto:npa94.cachan@gmail.com">npa94.cachan@gmail.com</a>
insta:	<a href="https://www.instagram.com/npa.cachan">npa.cachan</a>
facebook:	<a href="https://www.facebook.com/npacachan">npacachan</a>
twitter:	<a href="https://twitter.com/F_Hopital">F_Hopital</a>

### **Des larmes de crocodile**

Le gouvernement a versé une petite larme pour l'infirmière qui a été poignardée à l'hôpital de Reims. Sur les plateaux télé, l'éternelle question de « que fait la psychiatrie » n'a pas manqué d'être posée. La psychiatrie, parente pauvre de la médecine, a subi les attaques des gouvernements successifs qui ont fermé des lits par centaines, réduit l'offre de soin à peau de chagrin. Ce n'est pas, comme le propose démagogiquement le ministre, de mettre des vigiles dans chaque couloir qui va changer les choses ! Et que ces mêmes gens font mine aujourd'hui d'être outrés, cela donne envie de vomir.

### **La rentabilité ou le bien-être ? Il faut choisir.**

La maternité des Lilas (93) accompagne ses patientes dans les meilleures conditions possibles. Qui dit prioriser le bien-être implique un financement à la hauteur...comme ça devrait être dans tous les hôpitaux, tous services confondus. Mais cet établissement qui fonctionne à rebours des logiques de rentabilité est menacé de fermer le 1er juin 2023, pour cause de déficit, locaux vétustes,... Le personnel réclame des moyens pour réparer les machines en panne, consolider les bâtiments. Mais les potentiels repreneurs des Lilas n'ont pas un engagement clair quant au maintien de l'activité de maternité et son statut associatif à but non lucratif, et l'ARS ne fait rien pour aider les Lilas. La maternité est donc menacée de devoir se conformer à des logiques de rentabilité, ou pire, de fermer.

